

## Les Sciences sociales et les chercheurs en Pologne. Quand le poids du passé pèse lourd sur l'avenir

BOHDAN JUNG\*

Ayant été surtout impliqué dans les études du tourisme et du loisir depuis une dizaine d'années, un tel sous-champ relativement marginal en sciences sociales en Pologne ne me permet pas de généralisations à propos de l'état actuel de l'ensemble des sciences sociales en Pologne et de leur développement dans le contexte de la nouvelle situation sociale et politique. Avec cette réserve à l'esprit, on peut quand même faire état de quelques aspects, lesquels concernent davantage le passé que l'avenir, davantage les chercheurs que la science! Car il n'est pas raisonnable d'espérer que l'euphorie d'une démocratie retrouvée puisse coïncider avec un début de renouveau des sciences sociales en Pologne. La clé du développement des sciences sociales repose sur le poids du passé; de nombreuses années devront s'écouler avant que l'héritage des quarante-cinq dernières années en Pologne puisse fermer de façon définitive un chapitre de l'histoire.

Ma vision des traits principaux qui caractérisent les sciences sociales de l'après-guerre en Pologne (à la fois subjective et incomplète), est la suivante:

1) Par-delà l'uniformité officielle, un large éventail de chercheurs et une diversité de courants intellectuels ont marqué le «spectre» des sciences sociales en Pologne de l'après-guerre. Les deux pôles de ce spectre étaient marqués d'une part par les «officiels» de la science, fonctionnaires, communistes convaincus et poltrons faisant de la science une carrière, et d'autre part les intellectuels et technocrates éduqués à l'occidentale dont la plupart, en forte réaction à l'idéologie communiste, tiennent des positions que leurs collègues occidentaux jugeraient conservatrices et réactionnaires. En fait les positions traditionnelles étaient partagées tant par des marxistes convaincus ou opportunistes (cela est une toute autre question) défendant l'ordre social existant, que par des chercheurs s'opposant au marxisme en s'inspirant des théories fonctionnalistes américaines, ou encore de type structuraliste ou organisationnel: les deux camps jouaient en fait le même jeu, à savoir défendre leurs positions politiques. Mais la situation présente en Pologne est plus complexe, et la recherche d'une «troisième voie» entre le capitalisme et le communisme semblerait plus appropriée, du moins à long terme.

2) À l'intérieur des sciences sociales, les rivalités et les luttes étaient très fortes, même si elles étaient souvent dissimulées. Des départements entiers, des instituts, des facultés étaient officiellement étiquetés de «rouges» ou de «dissidents». Il en est résulté que les individus étaient rapidement connus

en tant qu'associés à tel ou tel camp, ce qui déterminait leur crédibilité et leur position dans la communauté scientifique. Même s'il n'y a pas de chasse aux sorcières visant à venger les humiliations passées, il y a un danger que ces étiquettes officielles maintenant utilisées à des visées différentes, continuent de diviser la communauté scientifique.

3) Dans beaucoup de cas, mais pas tous, les carrières scientifiques n'étaient pas nécessairement liées au mérite académique. Le fait d'entretenir les bons contacts ouvrait la voie aux publications, aux honneurs administratifs, aux priorités dans les bourses de séjour à l'étranger, à certains biens rares distribués à prix d'abaine par l'État à ses hommes de science. Le terme populaire inspiré d'Orwell pour décrire ces scientifiques de la nomenklatura était celui de «l'homme disponible». Ces scientifiques de carrière acceptaient toujours de soumettre leur autorité scientifique et leur support politique aux décisions arbitraires des autorités. D'autre part, certains se sont créés une sorte d'autorité morale du fait d'être opposé aux doctrines officielles; certains travaux en réaction contre la ligne officielle ont connu un succès qui dépassait leur mérite réel, leurs auteurs ont maintenant été réduits au rôle de sempiternels critiques après tant d'années d'opposition futile.

4) À l'exception de certaines éminences scientifiques, les chercheurs ont vécu, et continuent de vivre dans des conditions misérables, leur salaire ne leur permettant pas de rencontrer leurs objectifs. Il en résulte une recherche constante de contrats additionnels ou de menus travaux, ce qui leur fait perdre beaucoup de temps. La qualité des travaux est aussi diminuée en raison du fait que l'on est rémunéré selon le nombre de pages rédigées. Il arrive de plus en plus que les seuls jeunes chercheurs à pouvoir entrepren-

dre une carrière académique sont ceux qui jouissent déjà de bonnes conditions de vie ou acceptent de sacrifier leur vie familiale. L'homme de science n'est pas une «vache sacrée», il doit partager avec l'ensemble de la population la chute radicale du niveau de vie consécutive aux réformes économiques; ce qui signifie un certain déclin de son attachement à la science dans la mesure où il est à la recherche de revenus additionnels.

5) Dans la Pologne de l'après-guerre, les sciences sociales ont dû se défendre contre deux menaces: celle de l'endoctrinement par le fait d'une vulgarisation de Marx (et ce, non seulement de la part du gouvernement et des officiels du parti, mais aussi de par l'excès de zèle des doyens, chefs de départements, etc.), celle de l'isolement et du provincialisme accrus par rapport à l'Ouest. La Pologne a été traditionnellement ouverte à des contacts avec l'Ouest, plus que tout autre pays de l'Europe de l'Est; elle aurait pu jouer un rôle important puisque sa participation à la culture occidentale, jumelée à son sous-développement typique des pays de l'Est aurait pu lui permettre de mieux comprendre les fondements des rapports Est-Ouest et Nord-Sud. Or il n'en fut rien, son système social et économique a joué le rôle d'un rouleau compresseur victorieux en vue de la création d'un *homo sovieticus*, c'est-à-dire: un être humain différent de sa contrepartie ouest-européenne tant dans son système de valeurs que de ses attitudes (plus traditionnel, absence d'éthique du travail, insécurité culturelle), façonné par des conditions de vie entièrement différentes (les stratégies les plus vitales visent à échapper à la pénurie plutôt que de choisir dans l'abondance des biens), sans apprentissage des langues occidentales, sans accès aux publications récentes, aux bases de données, aux services téléphoniques (à peine 20% des ménages possèdent un téléphone), aux services de télécopieurs, constamment humilié à l'étranger du fait de n'avoir pas de devises ou de n'être pas en mesure de s'en procurer (le salaire mensuel moyen dans la hiérarchie académique polonaise et d'environ 65\$ US), se débattant avec des problèmes aussi terre-à-terre que le manque de papier blanc, de photocopieurs, etc. Beaucoup de scientifiques ne sont pas préparés d'ailleurs à s'ouvrir ainsi au monde et à abandonner leur endoctrinement; dans ce dernier cas d'ailleurs l'endoctrinement peut céder le pas à un autre dogme, tel celui de la mise en oeuvre de la doctrine «libérale» à l'intérieur de l'économie

\* Socio-Economic Faculty, Central School of Planning and Statistics, Varsovie, Pologne.

polonaise, même si cela est un complément inadéquat dans une économie de pénurie où 80% de la production industrielle vient du secteur public. Beaucoup de scientifiques ne possèdent pas les habilités de langage, n'ont pas subi la compétition intellectuelle des universitaires occidentaux, par exemple en ayant publié à l'étranger ou en langue étrangère, en ayant engagé des débats dans des conférences internationales ou ayant donné des cours à l'étranger. Ils ont généralement très peu lu de littérature internationale dans leur champ respectif. La réalité polonaise qu'ils ont étudiée pendant tant d'années est en train de s'effondrer, il ne leur restera qu'un savoir d'intérêt purement historique. En plus de leur crainte de collaborer avec un gouvernement communiste dans ses divers projets sociaux, on retrouve chez eux peu d'expérience de la recherche sociale appliquée et de la recherche de solutions pratiques, justifiant dans bien des cas la critique qui leur était adressée de se maintenir dans une tour d'ivoire.

6) On observe une mutuelle méfiance traditionnelle entre d'une part l'administration étatique et l'industrie, et d'autre part les universitaires. Les premiers reprochent aux seconds d'être des rêveurs peu pratiques, les seconds reprochent aux premiers d'être des

technocrates. Des chercheurs distingués et respectés font maintenant partie du gouvernement et de la haute administration, d'autres agissent à titre de conseillers pour le gouvernement et l'industrie, mais les administrateurs de rang intermédiaire et locaux, qui continuent à prendre les décisions pour la gouverne quotidienne de l'État, continuent d'entretenir les mêmes attitudes négatives à l'égard de la science. Il faut reconnaître qu'une partie de l'image qu'entretient l'administration à l'égard des consultants scientifiques est entièrement justifiée, dans la mesure où cela était souvent considéré comme une façon de gagner facilement de l'argent par des recherches que de toutes façons personne d'autre n'aurait demandées ou publiées.

7) L'envergure des changements économiques, les changements dans l'organisation de la science et de l'éducation, les plans d'austérité, les coupures dans le budget de l'État ainsi que d'autres conséquences de la réforme économique, ont créé un climat de transition et d'incertitude à l'intérieur des sciences sociales. Une remise en question de la science bureaucratisée semble inévitable. De nombreux projets de recherche gouvernementaux seront abandonnés, des écoles d'enseignement supérieur, des instituts et des départements vont disparaître. Il y a beaucoup

de spéculations à propos de l'avenir de l'Académie des sciences. De nombreux éditeurs scientifiques vont faire faillite. La hiérarchie académique sera bientôt réformée. En ces temps de changement, l'essentiel des démarches personnelles vise à préserver l'emploi de chacun, ses contacts et ses contrats (incluant une recherche effrénée de nouveaux sponsors non-gouvernementaux). À court terme cela aura un effet régressif sur la recherche.

8) Cette image quelque peu pessimiste ne me permet pas de conclure à des changements majeurs dans les sciences sociales en Pologne, non plus qu'à leur contribution au développement du pays; il semble cependant que des conditions difficiles tant au plan idéologique que matériel peuvent stimuler la créativité dans les rangs des artisans de la science en Pologne, puisqu'on y trouve d'authentiques intellectuels et des chercheurs remarquables de fort calibre. Ce sont ces gens qui poursuivront leur marche dans un nouveau climat politique et qui pourront apporter une contribution majeure dans les sciences sociales, tant en Pologne qu'à l'étranger.

(traduit de l'anglais par Gilles Pronovost)

## Un accès plus facile à un micro-ordinateur

En 1985, le gouvernement du Québec avait reconnu l'importance du micro-ordinateur pour l'apprentissage en créant un programme de prêts pour l'achat d'un micro-ordinateur.

Le gouvernement avait accepté alors de faciliter le financement de l'achat, pourvu que les étudiants se regroupent en coalitions. Jusqu'à récemment, le programme d'aide gouvernementale s'adressait donc strictement aux personnes appartenant à ces regroupements et inscrites à des programmes d'études universitaires en génie, en administration, en agroéconomie, en chimie et en biochimie.

Pour répondre à une demande du milieu, le gouvernement a élargi ce programme à tous les étudiants des universités québécoises qui ont accumulé un minimum de douze unités (ou «crédits»), peu importe la faculté ou le département où ils sont inscrits. S'y ajoutent les élèves qui poursuivent des études collégiales en techniques informatiques et qui ont déjà complété quatre cours (180 périodes).

L'ensemble de l'équipement acheté est couvert par cette mesure, à savoir le micro-ordinateur, le matériel périphérique (imprimante, modem, souris) et les logiciels. Étant donné que les étudiants doivent avoir facilement accès à des systèmes de qualité, compatibles avec les équipements installés dans leur milieu et ce, à des prix compétitifs, on a voulu éviter la multiplication des fournisseurs : les coopératives étudiantes ont donc été retenues comme principaux points de vente, certains autres organismes pourront être reconnus aux mêmes fins par le Ministre.

### Une procédure simple

La coopérative et l'étudiant complètent un formulaire de **Demande de garantie de prêt**, qui est ensuite analysé par la Direction générale de l'aide financière aux étudiants en fonction des conditions d'admissibilité du programme.

Si la demande est acceptée, l'étudiant peut négocier son prêt, d'un maximum de 3 000 \$, avec un établissement financier. La banque ou la caisse populaire émet alors un chèque libellé à l'ordre conjoint de l'étudiant et de la coopérative pour un montant correspondant au coût des équipements informatiques couverts (taxe de vente incluse). Le tour est joué : l'étudiant n'a qu'à prendre possession de son matériel à la coopérative.

Quatre fois par année, l'étudiant doit payer l'intérêt couru. S'il bénéficie en outre du régime d'aide financière aux études, les intérêts ainsi payés s'ajoutent aux frais admissibles et peuvent éventuellement donner droit à une aide additionnelle sous forme de prêt ou de bourse. Six mois après la fin de ses études, l'étudiant commence à rembourser le capital emprunté.

Depuis 1985, environ 1000 personnes par année se sont prévaluées de l'ancienne version du programme de prêts pour l'achat d'un micro-ordinateur. Nul doute qu'avec l'élargissement des conditions d'admissibilité, ce nombre connaîtra au cours de l'année une croissance significative.

Extrait de *Fine pointe*, volume 5, numéro 6, février 1990.